Statuts


Article 1 - Forme – Dénomination

Article 2 - Objet
L'Association a pour objet :
1- d'étudier les questions de toute nature liées aux activités de réassurance et d'organiser en conséquence toutes mesures pour traiter efficacement lesdites questions ;

2- d'être un forum de discussions sur les activités et les sujets de la réassurance du marché français et de partager et débattre dans ce but avec tous les acteurs qui y contribuent ;

3- d'assurer la prise de contact et le suivi des relations avec les pouvoirs publics, les fédérations professionnelles ou tout autre organisme ;

4- de nouer et d'entretenir toutes relations utiles avec les organismes similaires étrangers et tous contacts internationaux utiles ;

5- de contribuer au développement, à l'efficacité et à l'attractivité de l'activité de réassurance cédée et acceptée en France ainsi que des métiers liés à la réassurance.

Elle favorise une compétition loyale entre ses membres, en conformité avec les principes et les règles du droit de la concurrence, comme précisé par le Règlement Intérieur.

Article 3 - Siège de l'Association
Le siège de l'Association est fixé au 26 Boulevard Haussmann à Paris (9ème).

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Comité Directeur prise à la majorité des deux tiers de ses membres.

Article 4 – Durée
L'Association est constituée pour une durée illimitée. Toutefois, elle peut être dissoute ou fusionnée avec une autre association à tout moment par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 5 – Adhérents - Admission, Démission et Exclusion
5.1 - Admission

Peuvent adhérer à l'Association :

➢ En tant que Membre Réassureur :
Toute entreprise de réassurance professionnelle active sur le marché français, y compris le Lloyd’s dont les membres souscripteurs sont regroupés en Syndicats, et exerçant une activité de réassurance à titre principal.

Chaque Membre Réassureur désigne son ou ses représentants dans les différentes instances y compris le représentant titulaire de son droit de vote.

Chaque Membre Réassureur désigne le représentant titulaire de son droit de vote ainsi que ses représentants dans les différentes instances selon les modalités définies au Règlement Intérieur.

Le critère quantitatif pour être membre est d'avoir une activité de réassurance hors groupe, supérieure à 50% de l'ensemble des primes souscrites ; dans le cas inverse l'adhésion se fait à titre de membre associé.

Le critère quantitatif ne s'applique pas au Lloyd's.

➢ En tant que Membre Associé :
Les membres associés, sociétés (ou groupements ou associations), sont des personnes morales exclusivement.
Toute société exerçant une activité liée à toute forme de réassurance sur le marché français, à titre accessoire ou principal -tels que notamment captives de réassurance, groupements, courtiers de réassurance, sociétés de run-off, consultants, associations... - et ne satisfaisant pas à la définition de Membre Réassureur tel que défini au paragraphe précédent.

➢ En tant que Membre Individuel :
Toute personne physique pratiquant ou ayant pratiqué la réassurance ou ayant exercé des activités professionnelles directement liées à la réassurance et qui ne font plus partie d'une société, ainsi que toutes personnes morales qui ne comprennent qu’un salarié / fondateur.

Toute demande d'adhésion à l'Association doit être formulée par écrit au Secrétaire Général, ou à défaut au Délégué Général, qui l'accepte ou non. En cas de doute sur sa conformité avec les règles APREF, le Secrétaire Général ou le Délégué Général la transmet au Comité Directeur, qui statue à la majorité de ses membres sur cette adhésion, sans que sa décision n'ait besoin d'être motivée.

5.2 - Démission – Exclusion – Autres cas de perte de la qualité d’adhérent

Les adhérents peuvent démissionner en adressant leur démission par lettre recommandée au Secrétaire Général. La démission prend effet au 31 décembre de l'exercice en cours, et les cotisations dues pour cet exercice et/ou des arriérés, et/ou des exercices précédents restent acquises à l'Association sans qu'il soit restitué de pro-rata de cotisation.

Le Comité Directeur a la faculté de prononcer l'exclusion d'un adhérent :
- pour non-respect des statuts,
- pour non-paiement de la cotisation dans l'exercice et/ou des arriérés,
- pour tout fait susceptible de nuire aux intérêts de l'Association et/ou de la profession.

Les adhérents exclus ou démissionnaires sont tenus au paiement des cotisations arriérées et de la cotisation de l'année en cours lors de la démission ou de l'exclusion.
La qualité d’adhérent se perd également, immédiatement et sans autre formalité, lorsque les critères d’adhésion en tant que Membre Réassureur ou Membre Associé ne sont plus remplis (par exemple, cessation ou diminution d’activité), ainsi que par le décès pour les Membres Individuels.

Article 6 – Droits et obligations des adhérents

Chacun des adhérents de l’Association bénéficie des droits et est soumis aux obligations définies par les règles régissant l’Association.

Chaque société adhérente doit désigner en son sein la personne physique habilitée à le représenter (le représentant) et son suppléant, ainsi que ses représentants dans les différentes instances de l’Association, et leurs suppléants éventuels s’agissant des Comités et Commissions, (ci-après « l(e) Représentant(s) »), selon les modalités définies au Règlement intérieur.

Les modalités de remplacement du Président et du Vice-Président, en cas de vacance de poste, sont prévues à l’article 10. Les modalités de remplacement du Trésorier, en cas de vacance de poste, sont également prévues à l’article 10

En cas de changement de Représentant au sein du Comité Directeur (autre que le Président, le Vice-Président ou le Trésorier), ou en tant que président de Comité, le membre doit en avertir immédiatement le Délégué Général.

Chaque Représentant ainsi remplacé assure, en tant que de besoin et sauf contre-indication du membre concerné, l’intérim entre la date de son départ et celle de l’entrée en fonction de son successeur.

Les procédures concernant les autres changements de représentants sont prévues au Règlement intérieur.

6.1 - Membres Réassureurs


La qualité de Membre Réassureur autorise l’accès à l’ensemble des instances de l’Association, sous réserve toutefois de dispositions spécifiques concernant certaines instances. L’accès des autres adhérents s’effectue conformément au Règlement Intérieur.

6.2 - Membres Associés

Les règles de participation aux instances sont définies au Règlement intérieur.

Les Membres Réassureurs et les Membres Associés sont répertoriés dans les listes publiques de l’Association.

Les Membres Associés participent aux Assemblées Générales sans droit de vote. Les positions de l’APREF ne les engagent pas.

6.3 - Membres Individuels

Les membres individuels sont des personnes physiques, non salariées, gérants ou associés de sociétés unipersonnelles, pratiquant ou ayant pratiqué des activités liées à la réassurance.
Les membres individuels participent aux Assemblées Générales sans droit de vote. Les positions de l’APREF ne les engagent pas.
Ils peuvent ponctuellement participer en tant qu’experts ou en tant que consultants à certains travaux liés à leur activité ou spécialité, avec l’accord du président d’instance.

Article 7 - Instances

Les instances de l’Association sont l’Assemblée Générale, le Conseil d’Orientation, le Comité Directeur, les Comités dont dépendent des Commissions ainsi que des Groupes de Travail.

Article 8 - Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires

Les adhérents à jour de leur cotisation se réunissent en Assemblées Générales, lesquelles sont qualifiées d’Extraordinaires lorsque leurs décisions se rapportent à une modification des statuts ou à la dissolution ou fusion de l’Association, et d’Ordinaires dans les autres cas. Chaque Membre Réassureur désigne un représentant (Direction générale, délégué, responsable sur le marché français...).

Chaque Membre Réassureur dispose dans les Assemblées Générales d’un nombre de voix proportionnel à son chiffre d’affaires provenant du marché français - quel que soit le lieu de souscription - en réassurance Vie et en réassurance Non Vie (hors acceptations à l’intérieur du groupe auquel il appartient) sur la base du chiffre d’affaires provenant du marché français et défini à l’article 7 du Règlement intérieur.


Chaque Assemblée Générale est présidée par le Président de l’Association, ou en cas d’absence le vice-président. Le Secrétaire Général en assure le secrétariat, sans droit de vote.

Tout Membre Réassureur peut se faire représenter aux Assemblées Générales par un autre Membre Réassureur ou par le Président à condition de lui délivrer un pouvoir nominatif. 

Les Assemblées Générales ne délibèrent que sur les questions mises à l’ordre du jour.

8.1 - Assemblée Générale Ordinaire

Les adhérents se réunissent au moins une fois par an en Assemblée Générale Ordinaire.


Au cours de la même Assemblée Générale, le Trésorier soumet les comptes de l’exercice écoulé ainsi que le budget prévisionnel arrêté par le Comité Directeur (y compris, le cas échéant, les modifications des droits d’entrée et cotisations). L’Assemblée Générale, après avoir entendu le Trésorier, approuve les comptes de l’exercice clos et le budget de l’exercice suivant.

Le rapport moral et les comptes annuels sont mis à disposition de tous les adhérents.
Pour délibérer valablement, l’Assemblée Générale Ordinaire doit réunir au moins le quart du total des voix des Membres Réassureurs de l’Association. Si cette condition n’est pas remplie, l’Assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours d’intervalle sur le même ordre du jour.
Lors de cette seconde réunion elle délibère valablement et vote quel que soit le nombre de Membres Réassureurs présents ou représentés.

Le vote de l’Assemblée Générale Ordinaire est enregistré à main levée à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les Membres Réassureurs présents ou représentés. Pour l’élection du Président et du Vice-Président, l’Assemblée Générale peut demander un vote à bulletin secret.

Le Règlement Intérieur est, sur proposition du Comité directeur, adopté, modifié et abrogé par l’Assemblée Générale Ordinaire à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

8.2 - Assemblée Générale Extraordinaire

L’Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle peut également décider la dissolution anticipée de l’Association ou sa fusion avec d’autres associations.

Pour délibérer valablement, l’Assemblée Générale Extraordinaire doit réunir au moins la moitié du total des voix des Membres Réassureurs de l’Association. Si cette condition n’est pas remplie, l’Assemblée est convoquée à nouveau à quinze jours d’intervalle sur le même ordre du jour, et lors de cette seconde réunion elle délibère valablement et vote quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations de l’Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à main levée à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les Membres Réassureurs présents ou représentés.

8.3 - Procès-verbaux

Le Secrétaire Général établit les procès-verbaux des délibérations qu’il soumet au Délégué Général pour signature par le Président.
Les copies, ou extraits, de ces procès-verbaux sont consultables sur le site e-Apref.

Article 9 – Conseil d’Orientation

Il est créé un Conseil d’Orientation dont tous les adhérents APREF peuvent faire partie, dès lors que la cotisation annuelle atteint 1 100 €.

Il se réunit 2 fois par an ou davantage à la demande du Comité Directeur sur un sujet déterminé. Les adhérents sont informés du sujet déterminé au moins 2 semaines avant la date fixée pour la réunion et peuvent faire acte de candidature. L’acceptation de la candidature est soumise à l’accord du Délégué Général et en son absence, du Secrétaire Général. Le nombre maximal de participants est fixé à 15 mais pourra être adapté suivant le sujet traité.

Le Conseil d’orientation est présidé par le Délégué Général et animé par le Secrétaire Général.

Son rôle est purement consultatif. Le Conseil donne son avis sur :
Les grandes orientations de l’Apref
Les sujets à mettre à l’étude pour la période suivante
Tout sujet d’actualité

Article 10 – Présidence, Vice-Présidence et Trésorier

Le Président est le représentant légal de l’Association et la représente vis-à-vis des tiers. Il valide avec le Comité Directeur la stratégie et le positionnement ainsi que les travaux de l’Association.

Le Président est élu par l’Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Comité Directeur pour une période de deux ans renouvelable par période de deux ans, comme le Vice-Président, qui le remplace en cas de vacance.

Le Trésorier est nommé par le Comité Directeur pour une durée de deux ans (renouvelable) parmi les Membres Réassureurs de l’Association. En cas de vacance, son remplaçant est choisi parmi ses membres par le Comité Directeur.

Article 11 – Comité Directeur

Le Comité Directeur, organe de direction de l’Association, est présidé par le Président de l’Association ou, en son absence, par le Vice-Président.

Le Comité Directeur est constitué d’un nombre restreint de membres impliqués dans le fonctionnement de l’association, choisis parmi les Membres Réassureurs. Il réunit ainsi :

- le Président, le Vice-Président et le Trésorier,
- le Délégué Général et le Secrétaire Général (qui ne prennent pas part aux votes),
- le Président et le Vice-Président du Comité Non-Vie, et les Présidents des autres Comités.

Pour permettre une juste représentation des différents membres au sein du Comité Directeur, le Président, le Vice-Président et le Trésorier pourront, sur décision conjointe, proposer aux huit premiers membres cotisants – hors les groupes auxquels ils appartiennent – de nommer au Comité Directeur un représentant. Cette nomination vaut pour un an renouvelable. Dans tous les cas, une même compagnie n’a qu’un droit de vote.

Le Délégué Général assume l’animation du Comité Directeur alors que le Secrétaire Général est responsable de la gestion de l’Association et du secrétariat.

Article 12 – Délégué Général – Secrétaire Général


Le Comité Directeur peut désigner un Secrétaire Général qui est recruté en tant que salarié ou

**Article 13 – Comités**

Les Comités sont permanents et ont vocation à être une plate-forme d’échanges techniques ou juridiques sur des sujets d’actualité et à formuler, à partir des travaux des Commissions et Groupes de travail, des propositions au Comité Directeur, permettant à l’Association de se positionner sur les différents dossiers. La modification de l’intitulé et des missions principales des Comités est soumise à validation du Comité Directeur.

Le Comité Directeur choisit parmi les Membres Réassureurs les Présidents des Comités qui sont nommés pour une période de deux ans renouvelable par tacite reconduction.

Le Comité Directeur entérine parmi les Membres Réassureurs les Vice-Présidents des Comités qui sont nommés pour une période de deux ans renouvelable par tacite reconduction.

Les règles de fonctionnement des Comités doivent être conformes aux Statuts et au Règlement Intérieur. Les Comités peuvent, autant que de besoin, constituer des Commissions permanentes et des Groupes de travail permanents ou temporaires.

**Article 14 - Administration de l’Association**

Le Délégué Général et le Secrétaire Général sont chargés de gérer et d’assurer le bon fonctionnement de l’Association, des relations avec tous les adhérents ainsi que du développement de l’Association.

Le Délégué Général, par délégation du Président, représente l’Association en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Le Délégué Général et le Secrétaire Général ont pouvoir d’engager, individuellement ou ensemble, les dépenses correspondant au budget approuvé par l’Assemblée Générale, dans les limites fixées par le Règlement Intérieur.

**Article 15 – Règlement Intérieur**

Un Règlement Intérieur complète les présents statuts. Il est établi par le Comité Directeur.

Ce Règlement Intérieur est destiné à fixer ou à préciser les divers points qui ont trait à l’administration et à l’organisation interne de l’Association.

Le Comité Directeur informe l’Assemblée Générale la plus proche des modifications apportées au Règlement Intérieur.

**Article 16 - Ressources / Gestion Financière**

L’Assemblée Générale fixe, sur proposition du Comité Directeur, les montants de la cotisation annuelle, variable en fonction de la qualité de l’adhérent :
- Pour les Membres Réassureurs : volume d’affaires françaises souscrites en réassurance (Vie et Non Vie) et provenant du marché français, où qu’elles soient gérées
- Pour les Membres Associés : volume de courtage ou d’honoraires sur les affaires françaises de réassurance, où qu’elles soient produites ou gérées
- Pour les Membres Individuels : une cotisation forfaitaire fixée par l’Assemblée Générale

La cotisation globale sur l’ensemble des affaires Vie et Non Vie est obligatoire pour tout Membre Réassureur, mais peut être dissociée au niveau du paiement s’il y a des sociétés différentes en Vie et Non Vie.

Hors dépenses de fonctionnement, le Trésorier engage les dépenses validées correspondantes au budget ou décidées par le Comité Directeur.

Les comptes annuels de l’Association sont certifiés par un Commissaire aux Comptes.

**Article 17 - Dissolution – Liquidation**

En cas de dissolution volontaire ou forcée de l’Association, ou de fusion prononcée par l’Assemblée Générale Extraordinaire, cette dernière désigne un ou plusieurs liquidateurs qui jouissent des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l’actif et acquitter le passif.

La dissolution est décidée par l’Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité précisées à l’article 8.2.

L’actif net est, s’il y a lieu, dévolu conformément à l’article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

**Article 18 - Déclaration et Publication**

Le Président ou le Délégué Général, ou leur représentant, accomplit toutes formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi.

Il s’engage à faire connaître dans les trois mois auprès du Préfet de Paris tous les changements survenus dans l’administration de l’Association et à présenter sans déplacement les registres et pièces de comptabilité sur toute réquisition du Préfet de Paris.

Tous les pouvoirs sont conférés à ces effets au porteur d’un original des présentes.

* * *


Président de l’Association

Délégué Général de l’Association